

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2098 - 17 octobre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

le gouvernement et la crise financière

**360 milliards
pour les banquiers...
qu'ils voudraient
nous faire payer !**

p. 3 à 7

Octobre 1929

p. 6

**Du krach à la crise
de l'économie capitaliste**



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ 360 milliards pour les banquiers : un bluff qui prépare de dures réalités
- Les rivalités européennes continuent
- p. 5 ■ Une banque unique : pour que la population puisse contrôler le système bancaire
- Trotsky : à propos du contrôle de l'économie
- Le Parti Socialiste soutien de fait du plan de sauvetage des banques
- p. 6 ■ Le krach de 1929 et la crise de l'économie capitaliste
- p. 7 ■ Plan d'urgence : ils savent le faire pour les banquiers
- p. 10 ■ Manifestation des victimes de l'amiante
- Péronne : contre la fermeture des services publics
- p. 11 ■ Travail du dimanche : au profit de la grande distribution
- Météo Toulouse : la tempête
- p. 12 ■ Toulouse AZF : la dépollution en question
- Fabio Lucci Bobigny : menaces de licenciement
- Dans le monde**
- p. 16 ■ Manifestation le 19 octobre contre la dégradation de l'école
- Le projet de loi pour le logement aggrave encore la situation
- p. 8-9 ■ Espagne : Zapatero vole au secours des banquiers
- Israël : les Arabes israéliens sont toujours des Palestiniens
- 1968 - J.O de Mexico : le Pouvoir Noir sur le podium
- Dans les entreprises**
- p. 13 ■ Hôpitaux : pour la santé, ça s'aggrave
- Grèves à la CAF Val-de-Marne
- p. 14 ■ Les travailleurs au Mondial de l'automobile : « sans nous, pas de bagnoles ! »
- p. 15 ■ Renault, Peugeot Citroën

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Le Mans

Samedi 18 octobre
à partir de 16 h 30
Salle Pierre-Guédou

Saint-Denis

Samedi 18 octobre
à partir de 16 heures
Salle de la Légion-
d'honneur
Centre-ville
(face à la basilique)

Dijon

Dimanche 19 octobre
à partir de 12 h
Maison de Marsannay,
Marsannay-la-Côte

Mulhouse

Dimanche 19 octobre
à partir de 11 h 30
Salle Sainte-Geneviève,
place du Printemps

Bordeaux

Samedi 25 octobre
à partir de 15 h 30
Salle Louise-Michel
(Quartier Caupian,
Hastignan)
Saint-Médard-en-Jalles

Grenoble

Dimanche 9 novembre
à partir de 11 h 30
Salle des fêtes
d'Échirolles,

avenue du 8 mai 1945
(tram ligne A, arrêt
La Rampe - Centre-
ville)

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 18 h
Salle des fêtes
Margny-lès-Compiègne

Limoges

Samedi 15 novembre
à partir de 15 h 30
Salle Pierre-Louis
Feytat - (à côté de la
mairie)

Fourmies

Samedi 22 novembre
à partir de 17 h
Salle des fêtes
Sains-du-Nord



LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyte)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

LO AUDIO... ET VIDÉO !

Pour tous ceux qui ont du mal à lire, Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder :
www.lutte-ouvriere-audio.org

NOUVEAU :
les exposés des Cercles Léon Trotsky ou les récents passages d'Arlette Laguiller dans des émissions de radio et de télévision sur le site :
www.audiovideo-lo.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller **Ils cherchent à sauver la finance, il faut l'exproprier**



Le gouvernement français, qui affirmait il y a peu que les caisses sont vides et qui se répandait en jérémiades sur les 10 milliards de déficit de la Sécurité sociale, a trouvé d'un seul coup 360 milliards pour venir au secours des banquiers !

Les quinze États de la zone euro, réunis le 12 octobre, se sont tous engagés à mettre des sommes fantastiques à la disposition des banques et des institutions financières.

Ainsi donc, comme ces messieurs les banquiers ne se font mutuellement pas confiance et refusent de se prêter de l'argent, l'État se substituera à celui qui serait défaillant. Même dans ses rêves les plus fous, un citoyen ordinaire, en mal de payer les traites de son logement ou de sa voiture, n'oserait imaginer que, s'il était incapable de rembourser sa dette, l'État se substituerait à lui pour la payer. Mais dans leur économie folle, où on poursuit en justice une mère de famille si elle émet un chèque sans provision, non seulement on ne punit pas les responsables du gâchis financier, mais au contraire on les dédommage de leurs pertes pour qu'ils puissent recommencer, l'âme en paix et le coffre-fort plein ! Ces cadeaux, c'est aux classes populaires et surtout aux travailleurs qu'ils les feront payer.

Mais les travailleurs ont déjà payé, par avance, pour cette crise financière qui a vu des centaines de milliards partir en fumée. Depuis des années, on bloque les salaires, on remplace les CDI par des contrats précaires, on supprime des emplois pour faire faire plus de travail par moins de travailleurs, on augmente les cadences sur les chaînes comme aux caisses des hypermarchés. Tout cela, pour accumuler du profit. Et voilà que tous ces profits issus du travail, de la sueur et de l'exploitation de tant d'hommes, non seulement n'ont été en rien utiles à la société mais l'ont poussée à la catastrophe financière.

Devant l'ampleur de cette catastrophe, les dirigeants politiques ont l'aplomb de parler de solidarité nationale. Et bien sûr le Parti Socialiste dans l'opposition, tout en minaudant un peu, ne conteste pas le plan Sarkozy, mais seulement certaines de ses modalités. Ses députés se sont simplement abstenus. Les dirigeants des grands partis de gauche, comme ceux de la droite, sont des serviteurs de ces financiers et de ces exploiters qui poussent l'économie à la ruine. Les uns comme les autres se démenaient pour privatiser à qui mieux mieux lorsque les banques amassaient du profit et que la Bourse s'envolait. Et maintenant que les banques sont au bord de la faillite et que la

Bourse s'effondre, les uns comme les autres en appellent à l'intervention de l'État pour sauver les actionnaires, quitte à nationaliser leurs banques, totalement ou partiellement.

Il fut un temps où la gauche réformiste nous expliquait que les nationalisations, c'était presque du socialisme. Aujourd'hui, Bush, Brown ou Sarkozy ne se donnent pas la peine de dissimuler que c'est pour sauver le capitalisme en général et les capitaux des actionnaires en particulier. Alors, nationaliser les banques ? Oui, mais sans rachat ! C'est-à-dire les exproprier. Il n'y a pas de raison que la société paye les voleurs qui l'ont dépouillée !

Les sommes faramineuses débloquées pour les banquiers ont fait remonter sur-le-champ les cours de la Bourse. Est-ce le signe que la crise financière est enrayée ? Ce n'est même pas sûr car, après la spéculation à la hausse qui a amené les finances à l'état où elles sont, il y a aujourd'hui une spéculation à la baisse qui peut aussi rapporter gros. Et la menace de faillite d'une banque arrange au moins les affaires du concurrent qui la convoite pour la racheter pas cher.

Après deux jours de rebonds de la Bourse, permettant aux spéculateurs d'encaisser leurs bénéfices, le prix des actions s'est en tout cas remis à la baisse. Jusqu'à quand ? Personne ne le sait. Ce que l'on sait en revanche, c'est que la crise ne touche pas seulement les banques et le système financier mais aussi les entreprises de production. Ce qui se traduira, et se traduit déjà, par de nouveaux contingents de licenciés, par une aggravation du chômage et l'accroissement de la pauvreté.

Quand bien même la crise financière serait enrayée, elle constitue déjà un gâchis colossal. Au lieu d'accumuler du profit, il aurait été plus utile de préserver les emplois et d'augmenter les salaires. Quant à l'argent gaspillé par l'État dans des plans de sauvetage, il devrait servir à renforcer les systèmes de protection sociale au lieu de les démolir ; à développer les services publics au lieu de les affaiblir ; à augmenter les retraites au lieu de les diminuer.

L'économie capitaliste, basée sur l'exploitation, le marché et la course au profit, conduit l'humanité au désastre. La seule perspective qui représente un espoir pour l'humanité n'est certainement pas de tenter de réformer un système qui ne peut pas l'être. Il faut y mettre fin en expropriant les capitaux privés, afin que l'humanité puisse produire de façon rationnelle et démocratique en fonction de ses besoins, et pas en fonction des profits d'une minorité !

Arlette LAGUILLER

• Sous la pluie de milliards

Le patronat jubile

Lundi 13 octobre, dans le journal de Dassault *Le Figaro*, le président de l'UIMM (l'Union patronale des industries et métiers de la métallurgie), principale fédération du Medef, commente les 22 milliards d'aides que le gouvernement apporte aux entreprises. D'après ce monsieur, « il est urgent de soutenir et de donner un cap aux chefs d'entreprise. Car ces trois derniers mois, leur moral s'est terriblement dégradé. » Les pauvres !

Ces 22 milliards d'emprunts prélevés sur les fonds issus des livrets d'épargne des particuliers

doivent être distribués très rapidement aux PME, insiste-t-il : « Les entreprises en ont besoin tout de suite. Pas demain, tout de suite. » Aussi, pour accélérer la distribution de ce pactole, il propose que les Chambres régionales de commerce et d'industrie patronales choisissent les entreprises à subventionner. À titre d'exemple, il conseille d'arroser tout de suite les sous-traitants des grands groupes automobiles.

Et, pour l'avenir, le président de l'UIMM partage tout à fait les positions de députés UMP, qui recommandent que la collabo-

ration Medef-État pour distribuer cet argent soit pérennisée officiellement dans un grand ministère de l'Innovation et du Développement industriel.

En prime, il a le culot de menacer : si ces milliards de subventions ne sont pas versés rapidement, les licenciements prévus dans les mois à venir seront encore plus nombreux ! En digne représentant des patrons de la métallurgie, il ne recule pas devant le chantage crapuleux.

Louis BASTILLE

Cercle Léon Trotsky

Crises alimentaires périodiques, plus d'un milliard de sous-alimentés

**CAPITALISME
AFFAMEUR !**

**vendredi 17 octobre
à 20 h 30**

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor
à Paris 5^e

(Métro Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros.

• 360 milliards pour les banquiers

Un bluff...qui prépare de dures réalités

En septembre, pour faire comprendre que les caisses de l'État étaient vides, Sarkozy clamait : « L'État ne peut pas donner l'argent qu'il n'a pas ». Fillon, lui, allait encore plus loin en déclarant solennellement : « La France est en état de faillite virtuelle ». Et voilà que, moins d'un mois après, ils sortent de leur chapeau une somme de 360 milliards d'euros dont ils affirment qu'elle est à la disposition des banques, pour assurer leurs besoins et pour payer les trous qu'elles ont faits dans leur caisse. Sur ces 360 milliards, 40 milliards serviront à la recapitalisation des banques et 320 milliards seront là à titre de garantie.

Il est vrai que Sarkozy, en présentant cette mesure, a déclaré aussi que cette somme ne sera probablement pas dépensée. Autrement dit, il espère que l'État n'aura pas à mettre effectivement cet argent sur la table. Tout cela ressemble furieusement à un tour d'illusionniste, car de son propre aveu le gouvernement n'a pas cette somme en caisse. Il n'a déjà même pas de quoi honorer l'engagement, tout aussi solennel, que les mêmes ont rappelé récemment : celui de garantir jusqu'à 70 000 euros chacun des comptes bancaires des particuliers en cas de défaillance d'une banque. Le fonds censé garantir ces sommes, qui devrait compter des dizaines de milliards, s'élève à moins de deux aujourd'hui.

Il s'agit en fait d'une opération de bluff, ayant pour but de « rassurer les marchés », des marchés qui n'ont rien d'anonyme, mais qui sont composés de quelques milliers de très riches capitalistes,

de banques et de compagnies d'assurances.

Cette offre mirifique du gouvernement est un encouragement à tous ces gens-là pour qu'ils reprennent leurs bonnes affaires et en particulier leurs spéculations. Mais si le résultat était finalement d'aggraver encore le plongeon de certaines banques, et si celles-ci venaient frapper à la porte pour demander l'argent promis, que pourrait faire le gouvernement ? Il lui faudrait alors trouver tous les expédients possibles pour donner ce que, pour le moment, il n'a pas.

Par exemple, avec la complicité des autres gouvernements de la zone euro, qui ont fait les mêmes promesses, on pourrait faire tourner la planche à billets pour créer, à partir de rien, des centaines de milliards. C'est déjà ce que fait, et depuis longtemps, l'État américain, grâce à sa position dominante. Mais dans le cas de l'euro, encore faudrait-il que tous les États

de la zone euro soient d'accord, sous peine de mettre l'euro lui-même en péril. La conséquence, ce serait une inflation débridée avec une hausse des prix à deux ou à trois chiffres, comme cela a existé dans certaines périodes. Ou encore, et en même temps peut-être, les États pourraient chercher à emprunter à n'importe quel prix, là où ils trouveraient des capitaux disponibles et qu'il leur faudrait bien rémunérer, tout en faisant payer cela aux classes populaires par des restrictions budgétaires massives.

En tout cas, quarante milliards seront donnés de toute façon aux banques, en quelque sorte à titre d'escompte et ils seront financés par l'aggravation des dettes de l'État, pourtant déjà, selon les mêmes, « *au maximum tolérable* ». La liste des expédients possibles n'est pas close et la seule chose sûre dans tout cela, c'est que le gouvernement est prêt à tout faire pour trouver jusqu'à des centaines de milliards quand il s'agit de sauver la mise à des capitalistes et leur redonner confiance... dans le fait qu'ils pourraient continuer à faire des affaires sur le dos de toute la population.

Paul SOREL



360 milliards, c'est quoi... ?

Culture (2,7 milliards)

C'est aussi l'équivalent de :

– 3,6 fois la somme nécessaire à la création d'un million de logements (100 milliards)

– 11,4 fois la somme nécessaire à la création de 750 000 emplois dans les services publics (31,5 milliards)

– 30,7 fois le « trou de la Sécu » 2007 (11,7 milliards)

– 72 000 écoles primaires de 12 classes (une telle école, ultra moderne, récemment inaugurée à Limeil-Brévannes, a coûté 5 millions d'euros)

– 960 hôpitaux de 600 lits (un tel hôpital comme celui qui se construit à Belfort coûte 375 millions d'euros).

360 milliards d'euros, c'est :

– un peu plus que le budget de tous les ministères réunis (343 milliards)

– 1,3 fois toutes les recettes fiscales de l'État (265 milliards)

– 6 fois le budget de l'Enseignement (59 milliards)

– 134 fois le budget de la

Pendant la crise les rivalités européennes continuent

Dimanche 12 octobre, les dirigeants des principaux États européens de la zone euro, réunis au sein de l'Eurogroupe, ont adopté une série de mesures pour faire face à la crise. En fait, elles visent d'abord à rétablir la confiance sur les marchés financiers.

Des sommes colossales – on parle de 1 700 milliards d'euros au total – vont donc être mises à la disposition des banques en difficulté, dont 360 pour la France, 480 pour l'Allemagne, 200 pour les Pays-Bas, 100 pour l'Espagne et l'Autriche... sans parler des 380 milliards d'euros de la Grande-Bretagne qui, ne faisant pas partie de la zone euro, n'était pas présente le 12 octobre. Ces milliards serviront à garantir des prêts

interbancaires et à « recapitaliser » les banques, c'est-à-dire à leur apporter de l'argent frais.

À l'issue de la réunion, Sarkozy, président pour six mois de l'Union européenne, et les autres dirigeants, de Merkel, la chancelière allemande, à Barroso, le président de la Commission européenne, en passant par Junker, le président de l'Eurogroupe, n'ont pas trouvé de mots assez forts pour se féli-

citer de ce qu'ils présentent comme une action unie de l'Europe.

Mais cette unité n'est que de façade. Il suffit, pour s'en convaincre, d'entendre Sarkozy déclarer : « *Ce soir ce devait être l'heure de l'Europe qui affiche son unité* » et ajouter aussitôt « *Demain ce sera l'heure de chaque nation qui tirera les conséquences de ce que l'Europe a décidé* ».

Car dans les faits, c'est chaque bourgeoisie nationale, avec l'aide de l'État à son service, qui décidera comment et avec quels moyens aider ses banques et ses établissements financiers nationaux pour les empêcher

de faire faillite ou d'être absorbés.

L'Union européenne, malgré ce qu'en disent ses dirigeants, n'est qu'une juxtaposition d'États aux intérêts divergents, dominée de fait par quatre puissances, l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne qui voudraient imposer leur loi aux 23 autres pays de l'Union, ceux qui pèsent moins lourd économiquement et politiquement.

Mais même ces quatre-là, comme la réunion du G4 que Sarkozy avait organisée à l'Élysée l'a montré, jouent chacun pour eux-mêmes. Ce que Sarkozy, Merkel, Berlus-

coni et Brown ont décidé, ce n'est pas du tout de coordonner leurs moyens pour une politique à l'échelle du continent, ce que peut faire par exemple la bourgeoisie américaine avec son État fédéral, mais seulement entériner en fait que chaque État, chaque banque nationale, va aider ses banques et institutions financières nationales à faire face à la crise et à la concurrence des autres États.

En fait d'union, l'Europe du capital montre ses limites. C'est le « chacun pour soi ». Mais cela fait tellement mieux de prétendre le contraire.

Cédric DUVAL

• Une banque unique

Pour que la population puisse contrôler le système bancaire

La nécessité de mettre de l'ordre dans le système bancaire s'impose aujourd'hui comme une évidence, même aux yeux des dirigeants qui en étaient jusqu'à ces derniers jours de farouches adversaires. Mais mettre de l'ordre dans le désordre actuel supposerait en premier lieu que l'on supprime la concurrence au sein du système financier. Or les mesures prises par les différents États n'y ont rien changé.

Certes le paysage bancaire a connu des changements, parfois d'importance. Telle société financière a sombré, avalée par un groupe concurrent. Chaque grande crise se traduit par de tels remaniements. Mais cela ne met pas fin à la guerre à laquelle se livrent les grands groupes entre eux. Au contraire, car le fait que les colosses financiers aient donné naissance à des mastodontes en moins grand nombre ne va pas rendre leurs affrontements moins acharnés, ni moins féroces...

Chacun va continuer ses activités de son côté. Et toujours au nom d'un seul et même objectif : valoriser les intérêts de SES actionnaires et de SES gros clients, en disputant à ses rivaux des parts du marché de la finance.

Tant que le système financier restera aux mains des intérêts privés, divisés qui plus est en groupes concurrents, il ne pourra exister ni un fonctionnement harmonieux de ce système financier, ni une économie au service de la collectivité.

Pour qu'il en aille autrement, il faudrait tout d'abord enlever aux capitaux privés l'emprise qu'ils ont sur l'économie. En un mot, il faudrait les exproprier, pour imposer la fusion des différentes composantes du système financier en un même organisme, en une banque unique qui permettrait de centraliser l'ensemble des opérations financières. Cela se traduirait par une gestion enfin cohérente de l'économie, à la fois plus simple, plus claire et bien moins coûteuse que celle qui existe actuellement. Il en découlerait d'ailleurs la mise en place d'une comptabilité unique, recensant l'ensemble des opérations financières, des mouvements de capitaux, des ventes et des achats des grandes entreprises, mettant en évidence les conditions dans lesquelles se négocient les échanges, c'est-à-dire rendant visibles tous les éléments permettant un réel contrôle, une réelle maîtrise de l'économie.

Encore faudrait-il que cette banque unique ne soit pas sous

la coupe d'organismes composés de financiers, ou sous l'autorité des États et des institutions qui leur sont liées. Car ce serait en laisser le contrôle à ceux qui ont, jusqu'ici, géré l'économie au profit des intérêts privés et qui l'ont conduite à la situation que l'on subit aujourd'hui.

Ce contrôle devrait être exercé par les salariés, à commencer par ceux travaillant dans cette banque unique. Ils sont bien placés, à tous les niveaux, pour être informés de tout ce qui s'y décide, et pour dénoncer et alerter la population quand ils constatent des décisions allant contre l'intérêt de la collectivité. De même, il faudrait que les organisations de salariés, d'usagers, puissent avoir connaissance des choix et des mesures prises par cette banque, qu'elles soient informées des implications de ces choix, et disposent de l'entière liberté de rendre public ce qu'elles ont appris. Cela implique la suppression des lois qui protègent le secret bancaire et commercial.

Objectif ambitieux sans doute, irréaliste diront peut-être certains. Mais il deviendrait à la portée de la population, pour peu qu'elle décide de prendre son avenir en main.

Jean-Pierre VIAL

Trotsky et le contrôle de l'économie

En 1938, face aux ravages provoqués – encore près de dix ans après – par la crise de 1929, Léon Trotsky écrivait les lignes suivantes dans *Le Programme de transition* :

« La nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, d'une "direction" étatique, d'une "planification" est maintenant reconnue – au moins en paroles – par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise. (...) Les sociaux-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuillère d'une "planification" bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs écrivent

des articles sur la "technocratie". Les gouvernements démocratiques se heurtent, dans leurs tentatives poltronnes de "réglementation", au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploités et "contrôleurs" démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les "réformateurs", saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs "secrets" industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la "non-intervention". (...) Le "secret" commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les exigences

de la "concurrence". (...) Les projets de limitation de l'absolutisme de "patrons de droit divin" restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs les machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du "secret commercial" est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie. »

Ces lignes s'appliquent presque à la lettre à la situation que nous vivons aujourd'hui. Face au capitalisme, ni les causes, ni les remèdes n'ont changé.

• Plan de sauvetage des banques

Le soutien de fait du Parti Socialiste

Après l'annonce du plan de sauvetage des banques proposé par Sarkozy lundi 13 octobre, les réactions des organisations de gauche, des syndicats au PS, ont été quasiment unanimes : on ne peut pas s'opposer au sauvetage des banques. Et si finalement l'ensemble des députés du PS ont choisi de s'abstenir lors du vote à l'Assemblée, d'autres regrettaient à voix haute la décision prise par la direction de leur parti.

Ainsi, le premier secrétaire du Parti Socialiste affirmait dès lundi 13 octobre que les socialistes ne voteraient pas contre le plan de crise présenté par le président à l'Assemblée, répétant qu'en cela ils étaient « responsables ». Ce plan de 360 milliards d'euros aux banques serait, selon lui, nécessaire. Mais, sans doute pour faire taire les mauvaises langues qui prétendraient qu'il serait ainsi à l'unisson avec Sarkozy, le dirigeant du PS a ajouté qu'il faut des « garanties ». Et d'avancer comme proposition « la présence dans chaque conseil d'administration des banques d'un représentant de l'État pour vérifier et garantir l'utilisation des financements. » Mais qui peut croire qu'un représentant de l'État au conseil d'administration d'une banque aurait un tel pouvoir de surveillance, si par hasard il en avait la volonté ?

Du côté des dirigeants syndicaux, on n'a pas non plus entendu de dénonciation virulente du plan de Sarkozy, qui consiste pourtant à éponger les dettes des banques avec l'argent public. Interrogé à la radio, le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a dénoncé l'énormité de la somme de 360 milliards d'euros annoncée par le président de la République, mais pas le fait de

« sauver » les banques. « Que l'État intervienne, a-t-il déclaré, on comprend très bien, y compris pour sauver les banques malgré les erreurs qu'elles ont faites. » Le secrétaire national de la CFDT, Gaby Bonnand, s'est tout bonnement « félicité d'une telle initiative ». Quant au dirigeant de la CGT, Bernard Thibault, interviewé à la télévision mardi 14 octobre, il a certes dénoncé le « coût pour la collectivité » que représentera le plan de sauvetage. Mais son opposition se limite à ne pas le soutenir « tout à fait », il faut donc croire qu'il le soutient un peu. Ce qu'il reproche à l'intervention du gouvernement c'est « qu'on ne modifie en rien ce qui a plombé le système économique ». Mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Car la cause de la crise ne se trouve pas dans les agissements de banquiers sans scrupule, mais dans le fonctionnement même de ce système.

Alors finalement, si à gauche les paroles des uns et des autres, ne sont pas exactement les mêmes qu'à droite, la musique, elle, est semblable. Ainsi ces représentants de la gauche accréditent eux aussi l'idée qu'on ne peut faire autrement que d'éponger les dettes de ceux qui sont responsables de la crise, même si cela est injuste, même si les classes populaires vont le payer. Il faudrait, en un mot, « faire avec ». Eh bien, ne leur en déplaise, il faut que ce soit les capitalistes qui payent, pas les travailleurs. Et il faudra bien remplacer ce système en faillite par une organisation rationnelle de l'économie. Si les travailleurs ne sont pas en mesure de l'imposer aujourd'hui, ils le seront demain. Et il est important qu'il y ait des militants pour le dire.

Aline RETESSE

Un plan d'urgence, ils savent le faire... pour les banquiers !

Lorsqu'il s'agit de sauver la mise aux banquiers et aux spéculateurs, le gouvernement sait agir avec une rapidité stupéfiante ! Tous les records en la matière auront été battus avec le « plan de sauvetage » créé, voté et promulgué la même semaine.

Quand il s'agit de faire voter

la moindre loi allant un tant soit peu dans le sens des intérêts des classes populaires, les choses sont autrement plus longues à se mettre en place : navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat, consultations du conseil d'État et du Conseil constitutionnel ; il faut le plus souvent des mois pour qu'une loi soit votée... et parfois des années pour que soient publiés les

décrets d'applications, s'ils voient le jour.

Mais quand il faut voler au secours des capitalistes, les délais se resserrent, les fonds sont débloqués comme par miracle, et tout se fait en quelques jours : proposition de loi au conseil des ministres le lundi 13 octobre, vote à l'Assemblée le 14, au Sénat le 15, et promulgation de la loi le 16 ! Et on parle là

d'une loi qui engage des sommes représentant quatre fois le budget de l'Éducation nationale et de la Défense réunies.

Pendant la campagne présidentielle de 2007, nous disions qu'il était possible – et indispensable – de créer 750 000 postes dans les services publics et de construire un million de logements par an pour « seulement » 131 milliards d'euros.

On ne s'était pas privé alors, chez les partisans de Royal comme de Sarkozy, pour juger ce type de propositions « irréalistes » et « démagogiques ».

Le gouvernement est au moins en train de prouver au monde du travail qu'il est parfaitement possible de mettre en œuvre de telles mesures... et en quelques jours.

Pierre VANDRILLE

Faillites bancaires et pillage des fonds publics valent bien une coupe

Lorsque la banque Fortis a frôlé la faillite, des fonds publics sont venus à son secours, ce qui a aguiché BNP-Paribas qui l'a rachetée. Il fallait bien se remettre de toutes ces émotions et, pour cela, Fortis a invité 50 personnes dans l'un des restaurants les plus chers de Monaco, à environ 300 euros le repas, sans compter un caviar à 480 euros les 50 grammes, une sélection de vins parmi 250 000 bouteilles dont certaines parmi les plus chères du marché et une chambre à l'hôtel attendant pour 1 500 euros. Avec les billets d'avion et autres frais de voyage, cette petite réjouissance destinée à des membres de la direction de Fortis et à des courtiers qui placent des assurances aura coûté 150 000 euros.

La veille, le groupe bancaire Dexia avait organisé, lui aussi, « un événement culinaire » avec menu à six plats dans un restaurant appartenant au même hôtel, pour un coût probablement encore supérieur. C'était quelques heures après l'annonce d'un deuxième plan de sauvetage de la banque par les fonds publics de Belgique, de France et du Luxembourg. La fête était destinée à célébrer la naissance d'une filiale monégasque de Dexia Private Ban-



king, branche spécialisée dans la gestion de fortunes.

Ce manque de pudeur fait penser au « séminaire » organisé à la mi-septembre par la compagnie d'assurances nord-américaine AIG dans un hôtel de luxe californien pour 440 000 dollars (322 000 euros) une semaine seulement après avoir été renflouée par les autorités des États-Unis. Mis à part peut-être l'importance des bains bouillonnants, facturés à 23 380 dollars pour la fête d'AIG, les mœurs semblent en effet tout à fait comparables. Les véritables « assistés » ne sont

pas les chômeurs, les éremistes, les travailleurs malades qui touchent les indemnités journalières de la Sécurité sociale, mais bien ces capitalistes qui engrangent des milliards d'euros ou de dollars quand les affaires vont bien et qui, dès que cela tourne mal, trouvent des États à leur dévotion.

Ces gens-là n'ont nul besoin de bons alimentaires pour passer à la caisse d'un magasin hard-discount. Avec les fonds publics qui leur tombent tout rôtis, ils peuvent continuer à se pâmer dans le luxe tandis que des millions de gens à travers la

planète sont victimes de la vie chère et du chômage.

Mais ce n'est pas toujours une fatalité. En 1789 par exemple, le peuple en avait eu assez de payer pour les fastueuses dépenses de Cour de Versailles et la révolution avait fini par confisquer les biens de la noblesse. On comprend pourquoi un de ces restaurants de luxe de Monaco a préféré s'appeler « Le Louis XV ». S'il avait pris le nom de son successeur, cela aurait pu couper l'appétit de quelques-uns.

Jean SANDAY

• Société Générale

Bouton d'or

Daniel Bouton est toujours à la tête de la Société Générale et sa richesse va bien, comme l'atteste une plus-value de 1,3 million d'euros qu'il vient de réaliser en moins de quatre mois, en revendant des stocks-options, c'est-à-dire des actions de sa banque obtenues à un cours bien plus avantageux que ceux de la Bourse.

Au poste de PDG qu'il occupait encore en 2007, Bouton avait gagné cette année-là 1,25 million d'euros, auxquels se sont ajoutés 3,7 millions de plus-value réalisée sur la vente de ses stocks-options.

À la suite de l'affaire Kerviel survenue en janvier dernier, Bouton avait abandonné sa fonction de PDG et fait savoir au conseil d'administration qu'il ne toucherait aucun traite-

ment, ni aucun bonus, ni aucune attribution au premier semestre 2008. C'était un vrai numéro pour les gogos. En fait, il est devenu président de la Société Générale en charge des relations avec les grandes institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque centrale européenne. Et selon *Le Parisien*, il a aussi pour tâche d'entretenir des relations avec les « grands clients », c'est-

à-dire les représentants des entreprises du CAC 40.

Dans leurs dîners en ville, ces gens-là doivent se taper sur le ventre en se racontant « l'affaire Bouton », histoire du banquier qui, non seulement, n'a pas perdu un centime dans la crise, mais qui a réussi à augmenter encore sa fortune grâce à celle-ci. Mais est-il le seul de son espèce ?

La justice n'a jamais tort

À la suite du refus de la justice de lui accorder une suspension de peine, Loïc Sécher restera en prison. Il avait été condamné en 2003 à 16 ans de prison pour le viol d'une adolescente de 13 ans, qui s'est rétractée depuis et a déclaré avoir menti à l'époque.

Mais pour la justice, cela ne suffit pas. Elle estime ne pas disposer « d'éléments justifiant la suspension de la peine » et a ordonné un « supplément d'enquête ». C'est-à-dire qu'elle laisse en prison un homme qui y a déjà passé cinq ans, alors que des faits nouveaux laissent planer plus qu'un doute sur sa culpabilité.

La justice a décidément bien du mal à admettre ses erreurs. Marc Machin par exemple, condamné pour meurtre en 2001, n'a obtenu une suspension de peine qu'à sa seconde demande, alors que le vrai meurtrier avait avoué, aveux confirmés par l'expertise ADN. Quant à l'affaire Seznec, qui est devenue en quelque sorte un symbole des erreurs judiciaires, la justice n'est jamais revenue sur la condamnation pour meurtre de celui-ci en 1924, malgré treize demandes de révision présentées par la famille et la réouverture du dossier en 2006 qui a abouti au refus de réhabiliter Seznec. À ce jour seules six révisions ont abouti, dont celle de Patrick Dils condamné à perpétuité en 1989 et acquitté en 2002, soit treize ans plus tard.

La justice se dit obstinée dans la recherche de la vérité mais elle est aussi obstinée à estimer qu'elle a toujours raison, même si c'est au prix d'une injustice flagrante.

Cédric DUVAL

• Espagne

Zapatero vole au secours des banques, mais laisse faire les attaques antiouvrières

José Luis Rodríguez Zapatero, chef du gouvernement socialiste au pouvoir en Espagne, marche la main dans la main avec Sarkozy, Angela Merkel ou Berlusconi quand il s'agit de mettre l'argent de l'État au service des banquiers.

Cent milliards d'euros serviront à garantir les prêts entre banques. À ces largesses il faut ajouter la création d'un fonds de 30 à 50 milliards d'euros destinés à augmenter les liquidités des banques. Et il faut ajouter encore une autorisation non chiffrée, à disposition du ministère de l'Économie et des Finances, qui

lui permettrait d'acquérir des participations dans les établissements qui en auraient besoin.

Pendant ce temps, on entend le même gouvernement dire qu'il n'y a pas d'argent pour aider toutes les familles qui ne peuvent plus payer les remboursements des emprunts contractés pour acheter leur appartement. Et le

gouvernement laisse les mains libres au patronat qui, crise ou pas crise, entend maintenir ses profits – voire les augmenter – sur le dos des ouvriers.

En Espagne, le chômage n'a pas cessé d'augmenter au cours de ces derniers mois, pour atteindre officiellement aujourd'hui un taux moyen de 11,3 % de la population active, avec un pourcentage record de 24,6 % parmi les jeunes. Mais le gouvernement laisse faire.

Pour sa part, le patronat de

l'industrie automobile multiplie les attaques contre les travailleurs. Licenciements, mises au chômage technique au travers des recours à des accords de flexibilité, tout est bon pour réduire les dépenses salariales. Les patrons entendent maintenir ou augmenter leurs profits en faisant payer aux seuls ouvriers les aléas du marché. C'est le cas aux usines Seat à Martorell près de Barcelone (6 000 salariés dans deux unités) où le chômage technique entraî-

nera des pertes de salaire. C'est aussi le cas aux usines Nissan à Barcelone (4 000 salariés en Catalogne) où l'on vient d'apprendre un plan de 1 680 suppressions d'emploi d'ici fin 2009. Le chômage partiel est aussi annoncé chez Bridgestone (fabrication de pneumatiques) dont les usines de la région de Burgos et du Pays Basque emploient quelque 6 000 salariés. Il est clair que l'étiquette socialiste de Zapatero ne lui fera pas lever le petit doigt

• La faim dans le monde

Une situation révoltante qui s'aggrave

En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation se fixait comme objectif de réduire de moitié avant 2015 le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Or depuis cette date, la situation n'a cessé de se dégrader.

Selon le récent rapport de la FAO, l'organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation, en 2007 la planète comptait 923 à 925 millions de personnes souffrant de la faim, contre 850 au début de la décennie. La malnutrition affecte plus particulièrement

55 millions d'enfants, et 19 millions d'entre eux seraient menacés de mort à court terme.

Comme l'a dénoncé le sociologue et homme politique suisse Jean Ziegler, ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, « un enfant qui meurt de faim aujourd'hui est un

enfant assassiné ». En effet le monde dispose largement des richesses nécessaires pour éradiquer ce fléau. Selon les experts, pour sauver ces 19 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, il suffirait de 3 milliards d'euros par an. Or les grandes puissances, qui sont capables de trouver du jour au lendemain des centaines de milliards pour voler au secours des établissements financiers, refu-

sent de dégager les fonds nécessaires. « Depuis des années, aucune des promesses faites par la communauté internationale pour venir à bout de la faim et de la malnutrition n'a été tenue », rappelait récemment l'association Action contre la faim.

Selon les responsables du Programme alimentaire mondial, agence de l'ONU chargée notamment de distribuer l'aide alimentaire aux populations tou-

chées par la faim, la contribution des États à son action est tombée en 2008 à son niveau le plus bas depuis quarante ans. Son manque de moyens est tel que l'agence en est réduite à rationner la nourriture pour les réfugiés. Au Darfour par exemple, un adulte ne reçoit plus que 1 600 calories par jour, au lieu des 2 200 recommandées par l'Organisation mondiale pour la santé.

• Israël

Les Arabes israéliens sont toujours des Palestiniens

Des affrontements très violents ont eu lieu les 8, 9 et 10 octobre à Saint-Jean-d'Acre, en Israël, entre Juifs et Arabes.

À l'origine de ces incidents, le fait qu'un automobiliste arabe est simplement rentré chez lui pendant la fête juive de Yom Kippour. La règle religieuse juive étant de s'abstenir de circuler en voiture ce jour-là, des voyous juifs – des religieux, anciens colons de Cisjordanie et de Gaza – s'en sont pris à lui et ont caillassé sa voiture. Une rumeur s'est propagée, faisant croire que cet automobiliste arabe aurait été tué, provoquant la colère de centaines de jeunes Arabes, qui à leur tour ont saccagé des dizaines de vitrines et de voitures, tandis que de jeunes Juifs brûlaient des biens appartenant à la population arabe.

La police a arrêté l'automobiliste arabe, et son porte-parole a déclaré qu'il « a été placé en détention pour trois jours... pour atteinte aux sentiments religieux ». Des centaines de poli-

ciers campent dans les points stratégiques de la ville, contrôlant toutes les allées et venues.

Les journaux français, relatant ces incidents, insistent sur la coexistence qui aurait précédemment existé entre les populations juive et arabe de cette ville, et plus généralement dans toutes les villes d'Israël.

En fait, la population arabe israélienne est, depuis la création de l'État d'Israël, considérée comme des citoyens de seconde zone. La majorité des Palestiniens ont été chassés hors du territoire qui constitue aujourd'hui Israël. Ceux qui y sont restés, et leurs descendants, représentent aujourd'hui entre 15 et 20 % de la population. Ils ont certes la nationalité israélienne, mais dans les faits ils subissent de multiples discriminations, y compris légales. Les services publics ne sont pas également répartis : les subventions pour les services de santé ou les écoles sont systématiquement moins importantes dans les quartiers ou les villes à majorité arabe. Le salaire des

Arabes israéliens est en moyenne un tiers inférieur, avec un taux de chômage beaucoup plus important que dans la majorité juive. Ils ont les emplois les plus durs et les moins bien payés et ils subissent de plein fouet les conséquences de la crise économique.

Les Arabes israéliens se sentent évidemment solidaires des Palestiniens vivant dans les territoires occupés, et beaucoup se proclament « Palestiniens » d'Israël. Souvent, la police se comporte avec eux comme elle se comporte avec les Palestiniens des territoires occupés, avec la couverture des autorités. Ainsi le 27 janvier dernier le procureur général de l'État d'Israël abandonnait toute poursuite contre les policiers qui avaient tué, en octobre 2000, des Israéliens arabes qui manifestaient leur solidarité avec les Palestiniens.

Évidemment, les dirigeants israéliens n'ont cessé de faire de grandes déclarations sur la « démocratie » d'Israël, en mettant en avant les quelques Arabes israéliens qui sont députés, un



ministre arabe, ou encore la « Miss Israël » 1999 qui était arabe. Cela ne peut pas faire oublier que l'État israélien est un État raciste, qui maintient une discrimination à l'égard d'un cin-

quième de sa population, et en même temps un État religieux, qui impose à toute sa population des règles rétrogrades.

La poursuite de la politique criminelle des gouvernements

• 16 octobre 1968 à Mexico

Le « Pouvoir noir » sur le podium des Jeux Olympiques

pour imposer au patronat de renoncer aux licenciements et à toute mesure qui se traduirait par une perte de salaire.

Divers syndicats de ces entreprises appellent à manifester dans les jours à venir à Barcelone. Il faut espérer que cela débouchera sur des initiatives communes aux différentes entreprises, aux différentes branches et aux différentes régions.

Henriette MAUTHEY

Ainsi, de l'Afghanistan à Haïti, en passant par le Liberia, le Mozambique, l'Éthiopie et la Somalie, c'est près d'un milliard d'êtres humains qui aujourd'hui ne mangent pas à leur faim. Une situation d'autant plus révoltante que ce n'est pas parce que la planète ne peut pas les nourrir, mais parce qu'ils sont trop pauvres pour pouvoir se procurer de quoi vivre.

Roger MEYNIER

Le 16 octobre 1968, sur le podium des Jeux Olympiques de Mexico, deux athlètes noirs américains, Tommie Smith qui venait de remporter la course du 200 mètres et John Carlos, troisième de l'épreuve, levaient un poing ganté de noir et baissaient la tête au moment où retentissait l'hymne américain. Avec ce geste symbolique, retransmis par la presse et la télévision dans le monde entier, la lutte des Noirs des États-Unis contre la discrimination raciale venait s'afficher jusque sur la tribune des Jeux Olympiques.

Les mêmes Jeux furent émaillés de manifestations d'autres athlètes noirs, comme les quatre finalistes du relais 4x400 m se présentant sur le podium coiffés d'un béret noir. En 2008 encore, alors qu'il était question d'un boycott des Jeux de Pékin, Tommie Smith a pu déclarer qu'il ne regrettait pas un geste qui avait pourtant mis un terme à sa carrière sportive et lui avait valu, comme à d'autres opposants américains, d'être harcelé pendant des années par le FBI.

Le mouvement noir se radicalise

Depuis 1954, avec à sa tête le pasteur Martin Luther King, la lutte des Noirs américains contre la ségrégation raciale s'était développée. Mais, depuis 1963, le mouvement connaissait une radicalisation que ni la loi mettant un terme à la discrimination ni l'assassinat du leader radical Malcolm X en 1964 ne parvinrent à interrompre. Chaque été était désormais marqué par des émeutes de la population noire. Des organisations se réclamant d'un « Pouvoir Noir » se développaient. Les Noirs américains étaient en mouvement sur tous les fronts : éducation, transport, logement, emploi, etc. Il était logique que les sportifs noirs, même relativement privilégiés, finissent par se sentir concernés. Le pionnier fut le champion de boxe Muhammad Ali (médaillé olympique en 1960) qui osa dénoncer publiquement la guerre du Vietnam.

Vers le boycott des jeux ?

Tommie Smith appartenait à l'université de San José, en Californie, où les joueurs noirs de l'équipe de football américain menaçaient de boycotter les compétitions pour obtenir une égalité de conditions avec les athlètes blancs.

C'est à l'initiative de ces sportifs et d'autres militants noirs qu'un comité pour le boycott des JO vit le jour. En

avoir été exclue des Jeux de 1964, y participait. Le comité pour le boycott des jeux soutint cette prise de position et annonça qu'en cas de participation de l'Afrique du Sud il n'y aurait aucun athlète noir américain aux Jeux. Pour sauver les Jeux, ses organisateurs renoncèrent finalement à inviter l'Afrique du Sud et, finalement, les sportifs noirs sélectionnés pour les Jeux acceptèrent d'y participer. Le comité pour le

auraient le même comportement, ce qui eut pour conséquence d'amplifier la colère des athlètes noirs et aussi d'athlètes blancs. Les jours suivants, plusieurs sportifs noirs manifestèrent sur le podium. Mais, à l'inverse, il y eut aussi un geste du boxeur George Foreman en faveur du « pouvoir... des États-Unis ».

La révolte des athlètes noirs, un épisode parmi beaucoup d'autres du mouvement de pro-



La photo des vainqueurs du 200 mètres est connue (à gauche), mais il y eut aussi le poing levé des vainqueurs du quatre fois 400 mètres (à droite)



novembre 1967, à Los Angeles, une conférence de la jeunesse noire, soutenue par ce comité, appela au boycott. Elle exigeait aussi que les sanctions contre le boxeur Muhammad Ali soient levées et réclamait la démission du patron du Comité international olympique (CIO), Avery Brundage, connu comme étant un réactionnaire, antisémite de surcroît. La proposition de boycott fut soutenue par le pasteur King. À New York, sous l'influence d'un dirigeant de l'aile radicale, Rap Brown, les sportifs noirs boycottèrent le club athlétique de la ville. L'idée du boycott des Jeux faisait son chemin.

L'assassinat en avril 1968 du pasteur Martin Luther King en multiplia les partisans, au point qu'une partie de la presse, d'abord hostile, en parlait désormais sur un ton neutre et parfois avec sympathie. Sur ces entrefaites, trente-deux États d'Afrique noire annoncèrent qu'ils boycotteraient les JO si l'Afrique du Sud, où régnait l'apartheid et qui venait d'être réadmise dans le CIO après

boycott envoya aussi un message de soutien aux étudiants mexicains, dont la lutte allait finir tragiquement.

Un camouflet pour les dirigeants américains

Chacun savait que, si Tommie Smith et John Carlos se retrouvaient sur le podium, il se passerait quelque chose. Les organisateurs exercèrent des pressions, mais sans succès. Et le 16 octobre, devant des millions de téléspectateurs, les deux athlètes levèrent leur poing ganté ; le troisième finaliste, l'Australien Peter Norman, monta sur le podium avec le badge du comité, en solidarité avec les athlètes noirs. Un peu après, Tommie Smith expliqua que le poing levé et la paire de gants noirs partagée avec John Carlos signifiaient « le pouvoir et l'unité des Noirs américains ».

La réaction du comité olympique américain fut immédiate : les deux athlètes furent suspendus de l'équipe et durent quitter le village dans les quarante-huit heures, tandis qu'on menaçait de sanctions les sportifs qui

testation de la communauté noire, frappa l'opinion car elle constituait un camouflet à la face de la plus grande puissance mondiale, qui assénait des leçons de démocratie au monde entier mais se comportait avec sa population noire à peine mieux que du temps de l'esclavage.

Dans les années qui suivirent, l'État américain parvint à désamorcer la contestation explosive que représentait le mouvement noir. Il le fit, bien sûr, en réprimant les militants noirs les plus radicaux, mais la profondeur du mouvement l'obligea aussi à faire des concessions. Sans disparaître complètement, les aspects les plus racistes de la société américaine eurent tendance au moins à s'estomper. Cela eut pour conséquence d'ouvrir à des Noirs l'accès à des postes, des activités ou des responsabilités réservés jusqu'alors aux Blancs, y compris peut-être – on le saura bientôt – le fauteuil de la présidence des États-Unis.

Jacques FONTENOY



israéliens envers les Palestiniens des territoires occupés ne peut qu'exacerber de plus en plus les tensions entre Juifs et Arabes au sein même de l'État d'Israël.

Bertrand GORDES

• Succès de la manifestation des victimes de l'amiante

Une lutte qui se poursuit

Pour la quatrième année consécutive, l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) a organisé samedi 11 octobre une manifestation nationale à Paris. Des milliers de manifestants de la région parisienne, du Nord-Pas-de-Calais, de Normandie, d'Ardèche, des Landes, du Puy-de-Dôme, de la région marseillaise, de l'Yonne... étaient venus pour dénoncer toutes les injustices faites aux malades.

Injustice, les retards pris par le fonds d'indemnisation des victimes (FIVA) qui n'indemnise plus dans les délais prévus par la loi. Il faut maintenant jusqu'à deux ans aux victimes pour recevoir cette indemnité. Rien que l'an passé, le nombre des demandes a augmenté de 33 %, sans que le personnel nécessaire pour traiter les dossiers soit plus nombreux. Comme l'a dit le président de l'Andeva dans son intervention : « Les victimes de l'amiante ne sont pas responsables d'être trop nombreuses ! C'est au Fiva de s'adapter à ce nombre grandissant. Ce n'est pas aux victimes d'en faire les frais ».

Injustice encore, pour l'attribution de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (Acaata) qui ne concerne que quatre secteurs industriels. Mais dans le Bâtiment, la Sidérurgie, l'Automobile (pour ne citer qu'eux) où de nombreux travailleurs ont été exposés, aucun ne bénéficie de l'allocation. Il faut lever ces restrictions, de façon à permettre à tous les travailleurs concernés de partir en préretraite avant 60 ans. La préretraite amiante n'est pas un privilège, c'est un droit qui devrait s'appliquer à tous, alors que le gouvernement et le patronat veulent au contraire le limiter par mesure d'économies.

Injustice toujours, dans les lenteurs et l'inertie de la justice. Cela fait douze ans que les premières plaintes pour empoisonnement ont été déposées. Mais à ce sujet il n'y a toujours pas eu de procès pénal des industriels et des employeurs responsables de la production et de l'emploi de l'amiante, un produit qui fait 3 000 morts par an et dont la nocivité était parfaitement connue.

Grâce à la pression des victimes, il existe tout de même, depuis quelques années, une instruction au pôle judiciaire de santé publique à Paris.

Serge VIARD

Mais au rythme où vont les choses, les enquêtes n'y seront pas terminées avant les années 2013-2014. Du personnel supplémentaire a bien été affecté à ce pôle, seulement il ne l'a pas été pour l'amiante, mais pour le dopage, le Tour de France, etc. La justice et l'État ne se pressent pas et jugent a minima quand il s'agit de la vie des travailleurs.

L'assassinat de masse par l'amiante, sans autre mobile que l'accumulation des profits, se poursuit donc année après année puisque l'amiante pourrait continuer à causer la mort en France de 100 000 personnes d'ici 2025. Mais comme ses prédécesseurs Rachida Dati, la ministre de la Justice, s'est contentée de promettre à une délégation de manifestants de nouveaux moyens pour l'instruction, ce à quoi elle s'était déjà engagée en janvier.

Le préjudice moral reconnu par l'État en cas d'empoisonnement par l'amiante est de 30 000 à 40 000 euros. Mais pour Tapie, le préjudice moral s'est monté à 45 millions d'euros dans l'affaire l'opposant au Crédit lyonnais. Entre un travailleur gravement malade et un homme d'affaires bien vu du pouvoir, la différence est de un à plus de mille !

Enfin, la manifestation a rappelé que l'utilisation d'amiante dans le monde n'a jamais été aussi importante. Dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, un drame semblable à celui que vit ici la classe ouvrière se met en place.

Plus que jamais, les victimes ne comptent que sur leur mobilisation et sur leur action pour défendre leurs droits.

• Péronne

Contre la fermeture des services publics



Samedi 11 octobre après-midi, un millier de personnes ont manifesté à Péronne dans la Somme. Il est vrai que sont menacés la maternité, l'hôpital, le tribunal, la chambre de commerce et même la sous-préfecture. Le cortège est passé devant tous ces services.

La manifestation était à l'initiative de la mairie socialiste. L'Hôtel de Ville était orné d'une grande banderole : « Non à la mort des services publics ; manifestons le 11 octobre » ; au marché du matin, les haut-parleurs ont lancé des appels répétés à la « mobilisation générale », les commerçants étaient appelés à « baisser le rideau ». La population de cette ville de 8 500 habi-

tants a répondu présent.

De nombreuses personnes sont venues grossir progressivement le cortège parti à cinq cents de l'Hôtel de Ville. « Je n'ai jamais vu ça », avouait, impressionnée, une manifestante, habitante de Péronne. Certains étaient venus des communes alentour, et des syndicats ouvriers, comme la CGT, étaient présents. Ce sont les élus qui tenaient la banderole de tête de la manifestation « Rachida aura besoin d'une maternité, les Péronnaises aussi ». « Qui sème la misère, récolte la colère », « L'argent public, pour les services publics », entendait-on crier au micro. Le curé, en soutane, était aussi de la partie. L'ancien maire de droite s'était senti obligé de participer... mais

depuis le trottoir. Notables, commerçants, ouvriers manifestaient ensemble.

La veille encore, des ouvriers et ouvrières de Flodor – une usine que les patrons ont fermée en 2005 – s'étaient rassemblés devant l'Hôtel de Ville, en fait devant le tribunal de grande instance, tout à côté. C'est là qu'était jugée, en une énième instance, l'affaire qui les oppose à leur patron qui, un week-end du mois d'août 2004, avait tenté de déménager en douce les machines. La proximité du tribunal facilite leur regroupement ; la gare de Péronne étant fermée depuis des années.

Un début de mobilisation... à suivre donc.

Correspondant LO

• Retraite par capitalisation

Les bonimenteurs deviennent muets

Tous les chauds partisans de la réforme des retraites, les hommes politiques de droite du gouvernement Sarkozy-Fillon comme ceux de « gauche » à l'instar de Rocard et de son « Livre blanc sur les retraites », tous ces gens qui prédisaient le pire si on ne changeait pas le système de retraite par répartition au profit d'une réforme de retraite par capitalisation, semblent avoir perdu leur verbiage, ces derniers jours. Certains sont même devenus aphones !

Aujourd'hui, on ne les entend plus défendre les mérites de ces fameux fonds de pensions américains dont le gouvernement Sarkozy-Fillon vantait, il y a peu encore, la performance et qu'ils nous présentaient comme modèles. Car ces fonds de pensions américains se sont distingués par la performance... du plongeon toutes catégories, tandis que leurs partisans sont devenus les partisans de la brasse coulée, crise financière oblige !

Porte-parole des grandes banques et des compagnies d'assurance, tous ces gens-là espéraient siphonner les mil-

lions d'euros des caisses de retraites par répartition pour les mettre à disposition de fonds de pensions et jouer ainsi au monopoly avec l'argent des retraites.

Le système de retraite par capitalisation est une arnaque pour les salariés puisqu'il consiste à placer leur épargne, via des fonds de pension, dans les mains de spéculateurs qui les placent sur les marchés financiers au risque de tout perdre. C'est ce qui est arrivé à de nombreux salariés aujourd'hui. Ne citons que quelques exemples : le fonds de retraite des enseignants de l'Ohio, aux États-

Unis... avait placé une grande partie de son capital dans des institutions financières comme Fannie Mae, Freddie Mac, AIG, Lehman Brothers, banques et assurances américaines dont les titres se sont effondrés de 50 %, 70 %, voire 80 % ces dernières semaines. Et les retraites des enseignants... se sont volatilisées ! Le fonds CalPERS qui finance la retraite d'1,5 million de Californiens a enregistré également des pertes importantes.

Malheureusement, si la crise financière les réduit pour l'instant au silence, nul doute que tous ces chantres du profit avec l'argent des autres redonneront de la voix dès que possible pour appeler les futurs retraités à leur confier leur épargne. Ce qui s'apparente à de l'extorsion de fonds avec escroquerie.

René CYRILLE

• Travail du dimanche

Au profit de la grande distribution

Dimanche 12 octobre, Luc Chatel, secrétaire d'État à la Consommation, a visité le centre commercial de Thiais en région parisienne. Il apportait ainsi son soutien à des enseignes ouvrant leurs magasins ce jour-là, bien que l'autorisation préfectorale ait été suspendue à la suite d'une plainte de la CFTC. Il a aussi annoncé, dans une interview au *Journal du Dimanche*, la volonté du gouvernement de préparer un projet de loi

généralisant le travail dominical.

Selon un sondage commandé pour l'occasion, 67 % des « actifs » seraient prêts à accepter de travailler le dimanche en étant payés davantage qu'en semaine, alors qu'ils n'étaient que 59 % à la fin de l'année dernière et 46 % en mai 2004. Si ces sondages ont une signification, ils sont révélateurs de la baisse du pouvoir d'achat que les travailleurs ont connue ces dernières années. Mais évi-

demment, aucun sondage d'inspiration gouvernementale ne va questionner les « actifs » sur l'urgence d'une augmentation des salaires.

Chatel ne sait que resservir le refrain de Sarkozy : « Il faut laisser le choix aux Français. » Mais quel choix sera laissé aux salariés de refuser le travail du dimanche s'ils ne veulent pas perdre leur emploi ?

Chatel prétend aussi que « le commerce du dimanche, ce sont des emplois et de la croissance ! » Il en veut pour preuve

qu'au centre commercial de Thiais, 35 % du chiffre d'affaires de la semaine est réalisé sur la seule journée du dimanche. Mais de quelle croissance parle-t-il, alors que le pouvoir d'achat de la majorité de la population baisse et qu'une partie des milieux populaires réduit sa consommation même sur des produits de base ? L'ouverture du dimanche modifierait tout au plus l'étalement des achats au cours de la semaine, permettant peut-être aux grandes

surfaces de tirer leur épingle du jeu en récupérant à leur profit une partie du chiffre d'affaires réalisé jusque-là par des petits commerces.

À défaut de relancer la consommation, Chatel remplit la fonction de secrétaire d'État aux grandes surfaces commerciales, qui s'étaient déjà vu gratifier d'un premier cadeau en juillet dernier par la loi de modernisation de l'économie qui facilite leur implantation.

Annie ROLIN

• Augmentation des salaires, retraites et allocations

Une urgence vitale

Comment faire quand le salaire ou la pension ne suffisent plus pour permettre de vivre face à la hausse des prix, en particulier celle des logements, des carburants et des produits de première nécessité ? C'est là que l'on voit apparaître les conseillers de tout poil, à commencer par les membres du gouvernement relayés avec complaisance par les médias, qui se donnent pour mission de vous apprendre à économiser.

Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, avait donné le ton en disant cet été qu'avant d'acheter un produit, le consommateur devait faire le tour de toutes les enseignes pour comparer les prix. Comme si les travailleurs n'avaient que ça à faire, et comme si c'était possible dans les endroits où certaines enseignes de centres commerciaux sont en situation de quasi-monopole, ou s'arrangent entre elles pour harmoniser leurs prix !

Il y aurait aussi tous les « petits gestes » de la vie quotidienne qui, paraît-il, aboutiraient à de grosses économies. Cela va des plus farfelus, comme « prendre sa douche à deux » ou « le soir, n'allumer ni télé ni ordinateur et faire un monopoly en famille », cités par *La Dépêche* du 12 octobre, aux plus irréalisables, tel qu'aller au travail à pied, quand on habite en rase campagne ou dans une banlieue d'une grande ville. Certains de ces conseils, surtout s'ils ont le mérite d'être en plus écologiques, sont des « classiques » que les médias

nous ressassent quotidiennement : rouler moins vite pour dépenser moins de carburant, acheter des ampoules basse consommation, fermer l'eau quand on se lave les dents ou mettre une brique dans la chasse-d'eau des WC. Mais on voit de plus en plus apparaître les appels à consommer moins, et surtout beaucoup plus mal, en achetant moins de viande ou en se tournant vers les produits « premiers prix » qui sont la plupart du temps, mais ce n'est pas dit, des produits bas de gamme, ou en consommant des yaourts périmés, comestibles pendant plusieurs jours encore, etc.

Tous ces donneurs de leçons visent en fait à culpabiliser ceux qui ont des fins de mois difficiles, en laissant entendre qu'ils en sont responsables à cause de leur mode de vie. Mais, outre que la grande majorité des travailleurs ne les ont pas attendus pour réaliser, par la force des choses, ces économies de base, ils s'en sortent de moins en moins. Et pour cause : les prix ont grimpé en flèche dans tous les domaines de la vie courante, tandis que les salaires n'ont pour ainsi dire pas bougé – quand ils n'ont pas régressé lorsqu'un salarié retrouve un emploi après une période de chômage. Il en va de même pour les revenus dont les tarifs sont fixés par l'État, qu'il s'agisse des retraites ou des allocations.

Face à la perte de leur pouvoir d'achat, ce n'est pas de conseils moralisateurs dont les travailleurs ont besoin, mais d'une hausse importante de leurs salaires, retraites et allocations.

Marianne LAMIRAL

• Centre national de la Météo (Toulouse)

La tempête se renforce



Dans la nuit du 14 au 15 octobre, les CRS ont investi le Centre national de la Météorologie de Toulouse, sans que cela réussisse à briser le mouvement de grève du personnel.

En effet la RGPP (révision des politiques publiques) fait sentir ses effets depuis quelques mois à Météo France. D'abord avec le PDG, qui n'est là que pour appliquer à la lettre les directives du ministère. La direction prévoit 131 suppressions de postes sur les trois ans à venir, dont 44 en 2009. Eh bien, d'autres suivront, mais la direction ne veut pas dire combien.

Le mécontentement était déjà grand en juin dernier et avait amené environ 700 techniciens et ingénieurs devant le ministère. Mais les délégués reçus à cette occasion n'avaient eu aucune réponse. La trêve de l'été n'a pas affaibli le mouvement, et les assemblées générales ont repris en septembre sur les revendica-

tions qui ont été votées, c'est-à-dire le maintien des moyens et des missions de service public (en effectifs et budgets), ainsi que de toutes les implantations territoriales telles que les centres départementaux.

Lundi 13 octobre, une assemblée générale a réuni environ 90 personnes à Toulouse, préparant l'accueil des collègues des centres départementaux, déjà en grève, devant venir de toute la France pour la journée de grève du 14 octobre, avec une assemblée de toute la météo à Toulouse. Au cours de celle-ci, où nous étions environ 450, chacun, syndiqué ou non, a donné son avis sur l'action à poursuivre. Le blocage du site a été décidé à l'unanimité.

Le personnel en grève est allé trouver les non-grévistes dans les bureaux pour discuter. Beaucoup de ceux-ci étaient vides, mais la direction avait installé des vigiles à chaque entrée de bâtiment depuis le dimanche soir. Pendant ce temps, le PDG était

parti en Chine...

C'est mardi soir 14 octobre vers 22 h 30, que les CRS sont arrivés, chargeant avec des gaz lacrymogènes et faisant trois blessés, dont deux journalistes : belle publicité ! Mais le blocage n'en a pas moins continué. Enfin, le lendemain matin, un message arrivait de la direction générale, qui acceptait de venir de Paris pour négocier « sur l'organisation territoriale et les marges de manœuvre, la mobilité des personnels et l'ouverture des postes vacants aux candidatures ». Nous avons encore été 450 à voter, pratiquement à l'unanimité, que l'intersyndicale rencontre la direction.

Cependant, localement, les centres départementaux se mobilisent de plus en plus et 80 % sont fermés. La direction ne veut négocier que sur la gestion de la pénurie budgétaire. Mais les salariés sont bien décidés à maintenir la pression pour obtenir leurs revendications. À suivre !

Correspondant LO

• Toulouse - AZF

Cachez cette dépollution que je ne saurais voir

Sur le site de l'usine AZF de Toulouse, détruite par l'explosion de 2001, les premiers bâtiments du Cancéropôle, centre européen de lutte contre le cancer, ouvriront leurs portes en mars 2009. Il doit notamment accueillir des instituts de recherche sur le cancer et un hôpital. Le Cancéropôle abritera aussi des installations de laboratoires privés : Pierre Fabre (45 000m²) et Sanofi Aventis (26 000m²). Les travaux de la clinique universitaire sont attendus pour la fin 2008.

Comme cet ensemble sera situé sur le site de l'ancienne usine AZF, s'est posé le problème de sa dépollution, et en particulier celle des terrains situés à 200 mètres des laboratoires, où se trouvent 4 300 à 5 800 tonnes de nitrocellulose, autrement dit de la poudre à canon, conditionnée en fines bandelettes et enfouie sous trois mètres d'eau depuis... la fin de la Première Guerre mondiale. Depuis des années personne ne se sent vraiment concerné par cette dépollution, véritable patate chaude que chacun se repasse.

Total tout d'abord, qui après l'explosion s'est empressé de restituer ces terrains à son ancien propriétaire, la Direction Générale de l'Armement. Pour se dédouaner, Total affirme avoir dépollué le reste du site (80 hectares) pour un montant de

100 millions d'euros, ce qui est quand même la moindre des choses. Il ne resterait donc que la zone de l'explosion, toujours placée sous contrôle judiciaire. Elle devrait être dépolluée... après le procès AZF prévu en 2009.

Le ministère de la Défense, quant à lui, a toujours reporté à plus tard une dépollution jugée très coûteuse. Il vient d'ailleurs de requalifier la nitrocellulose en produit « non incompatible avec la construction du Cancéropôle », ce qui lui permet d'ajourner la dépollution. Pour leur part, les laboratoires Pierre Fabre affirment avoir « obtenu des garanties de l'État sur l'innocuité des produits contenus dans les bandelettes » (la zone humide qui recouvre la matière explosive).

Chez Sanofi, le directeur du site toulousain traite la question avec tout autant de désinvolture.

« J'ai récupéré des bandelettes de nitrocellulose et j'allume mon barbecue avec. Les gens qui disent que ça peut exploser se trompent », voilà les propos tenus par ce monsieur à la presse locale.

Quant à la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, qui est maîtresse d'œuvre de la construction du Cancéropôle, elle se retourne donc vers l'État pour demander « quelles seront les techniques mises en œuvre pour dépolluer le site et le prix de cette dépollution ». Bref, tout le monde s'en lave les mains.

Dans leur rapport, les « experts » du ministère de la Défense précisent que les risques de pollution chimique sont... « négligeables », et les dangers d'empoisonnement par ingestion ou inhalation de la nitrocellulose « acceptables ». Négligeables ! Acceptables ! Cela rappelle les discours des dirigeants de Total-AZF qui affirmaient, un an avant l'explosion de l'usine, qu'on pouvait se contenter de « risques calculés »... car le risque zéro n'existerait pas.

Bref, on continue comme avant... la dernière catastrophe.

Correspondant LO

• Bobigny

Fabio Lucci cherche à licencier huit salariés

La direction du magasin de vêtements Fabio Lucci accuse de vol huit employés de son enseigne de Bobigny, dont trois délégués. Mais, lors des entretiens avant licenciement, la direction a été incapable d'avancer la moindre preuve.

La plupart de ces salariés travaillent depuis des années dans le magasin. En fait, leur seul crime est de ne pas se laisser faire. La procédure fait d'ailleurs suite à une réunion où ces employés avaient protesté contre les conditions de travail.

Les résistances à l'exploitation et aux sales méthodes de la direction sont nombreuses chez Fabio Lucci. L'année dernière, pour tenter de la licencier, un responsable du magasin de la Porte de Pantin avait glissé trois maillots de bain dans le sac à main de la déléguée centrale CGT, pendant qu'elle était aux toilettes. Sa manœuvre a échoué.

En 2006, le directeur du magasin d'Aubagne, près de Marseille, a été licencié parce

qu'il refusait de faire la chasse aux syndicalistes. C'était peu de temps après une grève dure pendant laquelle les salariés avaient réussi à faire la direction. À ceux qui lui demandaient de faire le « sale boulot », le directeur a répondu : « Mon métier, c'est de faire du commerce, pas de faire des dossiers sur les gens. Les salariés ne sont pas mes ennemis. »

Fabio Lucci est une filiale du groupe Eram qui possède également Gemo, le groupe Tati et Gigastore. Eram appartient à la famille Biotteau, une des cent plus riches de France, qui

exploite 13 000 salariés dans le monde. Sa fortune s'élève à 410 millions d'euros.

Dans la galerie marchande de Bobigny 2, plusieurs rassemblements ont déjà eu lieu devant le magasin Fabio Lucci. Les clients pouvaient entendre crier au mégaphone : « Clients de Bobigny 2, apprenez que chez Fabio Lucci, on a licencié huit personnes en les accusant de vol... Voilà comment on fait les prix les plus bas : en traînant les salariés dans la boue ! » Une publicité dont la direction se passerait bien !

Correspondant LO



• Ile-de-France

Salariés sans papiers en lutte

En Ile-de-France, si plus de mille salariés ont obtenu des papiers grâce à leur lutte, plusieurs centaines poursuivent leurs grèves, pour les papiers bien sûr, mais aussi pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Des agences d'intérim sont toujours occupées dans les X^e et XII^e arrondissements de Paris, ainsi que des entreprises du bâtiment comme Griallet à Montreuil ou Sanir-PLMT à Pavillons-sous-Bois en Seine-Saint-Denis.

permanence. Ils ont par exemple le culot de dire qu'ils ne savaient pas que les travailleurs qu'ils employaient étaient des sans-papiers, alors que dans le même mois ils leur faisaient des contrats d'embauche sous plusieurs noms avec de faux numéros de Sécurité sociale.

Les pouvoirs publics ont fini par perdre leur surdité et commencent à se préoccuper des malversations de ces deux patrons. Pour Griallet à Montreuil, le parquet de Bobigny a fait mettre les scellés sur ses bureaux pour qu'il ne puisse pas détruire tous les documents. Comme l'entreprise



Grévistes de Griallet devant l'Assemblée nationale.

Dans ces deux entreprises, la majorité des travailleurs qui sont sans papiers ont décidé de relever la tête et d'attaquer leur patron respectif pour non-respect de la sécurité lié à l'exposition et à la manipulation, sans protection, de l'amiante et du plomb. Ils exigent aussi que les salaires et les heures supplémentaires en retard soient payés et aussi, bien sûr, la régularisation de leurs papiers.

À Pavillons-sous-Bois, non seulement les travailleurs manipulent l'amiante, mais le patron le faisait stocker en partie sur le site de Sanir-PLMT, à 200 mètres de l'hôpital Jean-Verdier et d'une école. À Montreuil 21 travailleurs, dont 19 sans-papiers, sont en lutte depuis le 22 mai suite au lock-out imposé par l'employeur. À Pavillons-sous-Bois, 14 sans-papiers sur la trentaine de travailleurs de Sanir-PLMT sont en grève depuis la mi-juin.

Les patrons de ces entreprises affichent leur mépris en

va être mise en liquidation judiciaire, les cinq mois de salaire en retard vont pouvoir être assurés par le fond de garantie des salaires. Et la médecine du travail reconnaît enfin l'exposition au plomb et à l'amiante. En revanche, la régularisation des sans-papiers n'est toujours pas débloquée.

Depuis le début du conflit, les grévistes ont fait connaître leur mouvement par des conférences de presse. C'est ainsi que la CGT et le député de Montreuil ont tenu une conférence de presse à l'Assemblée nationale, à laquelle sont venus la très grande majorité des grévistes de Griallet et de PLMT. La sécurité présente à l'entrée se demandait ce que des sans-papiers venaient faire dans ce lieu, où ils ont plus l'habitude de voir des bavards en beaux costumes.

Correspondant LO

• Projet de loi « Hôpital, patients, santé, territoires »

Pour la santé, ça s'aggrave !

Le 15 octobre, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot devait présenter en Conseil des ministres son projet de loi « Hôpital, patients, santé, territoires ». Il s'agirait, en rapprochant davantage le mode de gestion des hôpitaux de celui des entreprises, d'accélérer la résorption des déficits des hôpitaux publics, sous le contrôle de plus en plus étroit du gouvernement. L'objectif serait de parvenir, conformément à l'engagement de Sarkozy, à un déficit zéro en 2012.

La ministre a beau clamer, la main sur le cœur, que « *ce qui compte pour [elle], ce sont les patients* », elle garde l'œil rivé sur la consigne présidentielle, au mépris total du fonctionnement du système de santé, en particulier pour les couches populaires.

Selon le projet de loi, l'hôpital aura à sa tête un directeur « patron », désigné par une ARS (agence régionale de santé) dont le directeur sera lui-même nommé en Conseil des ministres. Le rôle de ces « patrons » d'hôpitaux est transparent : continuer et forcément accélérer cette course à la rentabilité à laquelle les établissements publics doivent se livrer. En effet les moyens consentis par le gouvernement sont insuffisants. La progression des dépenses hospitalières pour 2009 dans le projet de budget de la Sécurité sociale a été fixée à 3,1 %, ce qui, selon la Fédération hospitalière de France qui représente les hôpitaux publics, « *ne permet pas une reconduction des moyens existants* », compte tenu de l'évolution des prix des médicaments, des salaires et des diverses charges.

Les hôpitaux publics sont

d'autant plus financièrement asphyxiés que la logique de la tarification à l'activité, la T2A, qui régit à présent leur financement, les conduit à privilégier les actes les plus « rentables ». Ainsi un accouchement est-il « tarifé » de la même manière quelle que soit sa durée et, au demeurant, il est toujours moins « rentable » qu'une césarienne pour une maternité. De là à commencer à refuser les malades « non rentables », SDF ou personnes âgées non opérables, il n'y a peut-être qu'un pas, parfois déjà franchi, selon certains témoignages.

Les conséquences de cette situation, déjà sensibles pour les patients, sont souvent difficilement supportables par les personnels, en particulier soignants. Économies obligent, les départs à la retraite ne sont plus remplacés, comme les personnels malades. En août dernier par exemple, les centaines de blessés touchés par la tornade qui a ravagé la zone d'Haumont, dans le Nord, ont été dirigés sur un hôpital de Maubeuge bien pauvre en personnel, à cause des congés non compensés cette année par l'embauche d'inté-

maires. Au quotidien, les horaires à rallonge, parfois 20 ou 24 heures d'affilée, pour les infirmières et les aides-soignantes, ou les fermetures de lits ont parfois inévitablement un impact sur la qualité des soins...

Par ailleurs, Bachelot jure qu'elle ne fermera « *aucun établissement de soins* », mais qu'elle pourra en revanche « *reconvertir un plateau technique [...] parce que la qualité des soins et la sécurité des patients sont menacées* ». Dans le cadre d'un regroupement des établissements de soins, c'est donc la politique de fermeture de blocs opératoires ou de maternités dans les petits hôpitaux de proximité – 240 d'entre eux sont menacés – qui continuera de plus belle. Reste à espérer que les conséquences ne seront pas plus graves que pour la jeune mère qui a mis quatre heures, en septembre dernier, pour rejoindre par les petites routes ardéchoises la maternité distante de 60 kilomètres. C'était quelques jours après la fermeture de la maternité de Saint-Agrève, proche de chez elle.

Contre cette politique d'économies tous azimuts qui étouffe le système de santé, la population qui se mobilise, comme à Carhaix ou à Ivry, se retrouve sur le même terrain que le personnel qui fait grève et manifeste contre les restructurations, la T2A et pour l'embauche.

Viviane LAFONT

Des hospitaliers dans la rue



Jeudi 2 octobre, à Paris, 3 000 manifestants, travailleurs des hôpitaux parisiens, se sont regroupés au siège de l'Assistance publique de l'avenue Victoria, appelés par une intersyndicale CFTD-CFTC-CGT-FO-Sud pour s'opposer au projet de regroupement des différents hôpitaux de l'AP-HP, concocté par le gouvernement.

De nombreux hôpitaux étaient représentés, les personnels défilant derrière des banderoles proclamant « *Non au démantèlement de l'AP-HP* », « *Le droit aux soins de qualité pour tous* » et des pancartes affichant « *Des milliards pour les banques et rien pour l'hôpital* ». À la place des 38 hôpitaux actuels de l'AP-HP, le plan prévoit en effet de

constituer treize Territoires de santé qui regrouperaient les services en « pôles ». Les travailleurs craignent donc, à juste titre, que ces restructurations, entraînant la fermeture de certains services, conduisent à des suppressions de postes, à une augmentation de la flexibilité exigée, à une intensification du travail, à une difficulté plus grande pour prendre ses repos, et bien sûr tout cela pour la même paye !

Depuis le 2 octobre, des assemblées générales ont eu lieu dans différents hôpitaux pour préparer la manifestation suivante, preuve que le mécontentement – et pour cause – ne faiblit pas.

Correspondant LO

• Caisses d'allocations familiales du Val-de-Marne

Grèves contre la dégradation des conditions de travail

Les trois sites de la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne, à Créteil, Champigny et Thiais, ainsi que des petites permanences locales se sont mis en grève (reconductible) à trois reprises, les 9, 10, et 13 octobre. L'effectif total étant d'environ 650 personnes.

Il s'agit pour le moment de grèves limitées à 55 minutes par jour, car la loi anti-grève fait perdre une demi-journée de salaire aux grévistes de la CAF et autres organismes de la Sécurité sociale dès que la durée d'une grève atteint une heure. Ce mouvement a été appelé par une intersyndicale FO, CGT et CFTD, à la suite d'une forte vague de ras-le-bol parmi le personnel.

Depuis deux ans que la CAF du Val-de-Marne a changé de

direction, une vaste réorganisation est en cours, qui a déjà entraîné pas mal de chambardement et de mécontentement. Cela, joint à l'insuffisance des embauches, a entraîné un gros retard de plus de 130 000 dossiers et courriers.

C'est cette situation qui a

justifié, pour la direction, des « mesures nouvelles » qui consistent à envoyer à peu près tous ceux qui sont disponibles (en réalité ils ne le sont pas vraiment) à l'accueil des allocataires et au traitement des dossiers, même celles ou ceux qui exercent des métiers qui n'ont pas

grand-chose à voir.

Dans ce cadre, certains employés voient leur métier carrément supprimé, avec la suppression d'indemnités de l'ordre de 150 euros par mois.

Lorsque les syndicats ont fait connaître les intentions de la direction ce fut la stupéfaction d'abord, la colère ensuite. Et c'est pratiquement à la demande des employés que les syndicats ont déposé un préavis de grève reconductible de 55 minutes par jour, à partir du 9 octobre, exigeant l'annulation ou la renégociation des mesures envisagées.

Pour le directeur, interrogé par le quotidien *Le Parisien*, il s'agirait seulement d'un « mouvement d'humeur ». Pourtant le 9 octobre, premier jour et temps le plus fort de la grève, il y avait, rassemblés devant les portes des trois sites principaux, quelque 285 personnes. Les manifestants étaient très

remontés. Il y avait banderoles et panneaux, il y eut plusieurs interventions de la part de membres du personnel et, à chaque fois, fut confirmée la reconduction du mouvement pour le lendemain.

55 minutes de grève, cela ne laisse pas le temps aux grévistes pour se rassembler tous au même endroit. C'est pourquoi la question de passer à une demi-journée de grève s'envisage maintenant, car lors d'une négociation avec les syndicats le 14 octobre la direction a absolument refusé de reculer. Les syndicats comptent appeler, lors de la prochaine assemblée générale, le personnel à une demi-journée de grève le mardi 21 octobre, préavis de cinq jours oblige.

En attendant la suite...

Correspondant LO



• Les travailleurs au Mondial de l'automobile



« Sans nous, pas de bagnoles ! »

Vendredi 10 octobre, à 13 heures, les places boursières étaient à la baisse, mais pas le moral des travailleurs venus au Salon de l'auto exprimer leur refus des mesures de suppressions de postes et de licenciements que les directions veulent leur imposer. À plus de 4 000 ils ont défilé sur les boulevards menant au Salon, aux cris de « Aujourd'hui au Salon, demain dans les usines, tous ensemble interdisons les licenciements », ou encore « De l'argent pour les salariés, pas pour les banquiers ».

Des travailleurs étaient venus de tous les sites Renault, en particulier des usines de Normandie, Cléon et surtout Sandouville, où mille emplois doivent être supprimés. Des travailleurs de plusieurs usines Peugeot, de Citroën ou de Ford étaient eux aussi venus en nombre. Et puis il y avait encore de nombreux salariés des entreprises sous-traitantes et des équipementiers : Good-year, Michelin, Valeo, Plastic

Omnium, Faurecia, Autoliv, Metzeler...

Les manifestants, qui exprimaient leur colère avec beaucoup de dynamisme, entendaient bien faire de cette journée une démonstration de force et montrer qu'ils ne sont pas prêts à accepter la menace sur 9 000 emplois qui pèse dans tous les secteurs de l'automobile.

Arrivé aux portes du Salon, le cortège s'est arrêté pour

écouter, pendant plus d'un quart d'heure, le discours d'un responsable de la CGT. Mais quand ce dernier voulut donner la parole à un autre orateur, des cris fusèrent : « Au Salon, au Salon, on rentre ». La tête du cortège s'étant de nouveau mise en mouvement, les premiers rangs se trouvèrent face à face avec le service d'ordre de la CGT Île-de-France qui, voulant calmer l'ardeur des manifestants, leur demanda de plier les banderoles, les drapeaux et de ranger les pancartes avant de pénétrer dans les halls. La demande apparaissait d'autant plus saugrenue que c'était la CGT elle-même qui avait organisé cette journée. Il n'était donc pas question d'obtempérer : une petite poussée, et la manifestation s'engouffra dans

les allées, banderole et drapeaux bien déployés.

Des tracts volèrent dans les airs, des concerts de sirènes, de sifflets, de tambours scandaient les revendications pour l'emploi, les salaires, contre la détérioration des conditions de travail. La clameur monta encore quand les manifestants se retrouvèrent devant les stands de Renault, Peugeot ou Citroën, qui exposaient leurs derniers modèles. La Laguna produite à Sandouville d'abord, puis un bon nombre d'autres véhicules furent décorés d'autocollants où il était écrit : « Renault dégraisse, les actionnaires s'engraissent », « Pas d'argent pour les banques, augmentez les salaires ».

Les visiteurs étaient bien évidemment surpris, mais

beaucoup allaient marquer leur sympathie. Cela se voyait aux sourires, à d'autres signes d'encouragement, voire à des applaudissements.

Arrivés devant le stand Citroën, des manifestants ont repéré l'espace VIP avec son champagne et ses petits fours. Une porte s'étant ouverte comme par enchantement, les manifestants s'invitèrent et certains, le verre à la main, reprenaient en chœur : « La force des travailleurs, c'est la grève ».

Cette journée dynamique fut pour tous des plus encourageante et elle sera, espèrent bien des participants, suivie par d'autres actions dans les usines.

Correspondant LO

• Ford Blanquefort (Gironde)

Les travailleurs manifestent au Mondial

Samedi 4 octobre, pour protester contre la fermeture de leur usine, les salariés de Ford Blanquefort avaient déjà manifesté à l'intérieur du Salon de l'automobile à Paris.

L'implantation de Ford en Gironde, avec le concours généreux des collectivités locales, remonte à plus de trente ans. On a compté jusqu'à 4 000 travailleurs sur le site de Blanquefort. Mais en 2007 Ford a annoncé sa décision de fermer une des deux usines du site d'ici 2010, celle qui fabrique des boîtes de vitesses automatiques et qui compte encore 1 600 sala-

riés, tandis que l'autre, qui fabrique des boîtes de vitesses manuelles et compte 900 salariés, n'est pas, pour l'instant, sur la sellette.

Pour justifier la fermeture de cette entreprise, comme celle d'une douzaine d'usines en Amérique du Nord, la direction met en avant le rétrécissement du marché des 4x4 et les pertes financières du groupe. Les dernières pertes (8,7 milliards au 1^{er} semestre 2008) sont largement dues à une « dépréciation d'actifs », c'est-à-dire des pertes liées à la spéculation boursière ou immobilière à laquelle s'adonne la direction du

groupe. Mais, même malgré ces pertes, Ford a encore la bagatelle de 26 milliards de dollars en réserve, sans compter les milliards qu'ont accumulés au fil des ans les actionnaires et qu'il serait après tout normal qu'ils rendent si l'entreprise venait à être en difficulté.

En février 2008, après plusieurs débrayages, les salariés de Blanquefort avaient bloqué pendant une semaine les entrées et sorties de l'usine menacée de fermeture. Depuis, la direction joue avec les annonces d'un éventuel repreneur, mais ne donne jamais ni l'identité de celui-ci, ni le nombre d'emplois

qui seraient repris. Elle essaye ainsi de lasser les travailleurs, pour qu'ils acceptent les primes de départ sans poser de problème.

Les salariés de Ford sont donc venus à 600 au Salon de l'auto, pour démontrer qu'ils ne s'en laissent pas ainsi compter. À l'entrée du Salon, ils ont organisé une distribution de tracts, que les CRS ont vainement essayé d'empêcher. Puis il y eut une prise de parole, à laquelle ont notamment participé une délégation de General Motors Strasbourg et une autre de Renault Lardy, des usines de l'automobile elles aussi tou-

chées par les licenciements.

Entrés par petits groupes au Salon, les travailleurs de Ford ont manifesté à l'intérieur aux cris de « On veut du boulot, pas du baratin », « Non aux licenciements ». Si les responsables de l'entreprise se sont faits tout petits, le public a manifesté sa sympathie. Les organisateurs du Mondial auraient voulu leur manifestation silencieuse, les salariés l'ont préférée bruyante et ils ont eu raison. Le Mondial, où les différents constructeurs viennent se pavaner alors que la plupart d'entre eux licencient, était une occasion à ne pas manquer.

Correspondant LO

• PSA Peugeot Citroën Automobile

Pas de frontières entre les ouvriers, même patron, même combat

Invités par la fédération CGT de la métallurgie, quatre syndicalistes de deux usines PSA, slovaque à Trnava et tchèque à Kolin, sont venus en France pour rencontrer les travailleurs du même groupe automobile. Ils ont été accueillis à Sochaux puis à Mulhouse. À Aulnay-sous-Bois, la direction PSA a refusé qu'ils visitent l'usine. Le meeting qui s'est tenu jeudi 9 octobre a dû avoir lieu au changement d'équipe,

sur le parking.

Près de deux cents ouvriers d'Aulnay et des délégations des autres usines PSA d'Île-de-France se sont retrouvés à cette occasion. Des interventions et des discussions ont eu lieu, les échanges ont été chaleureux. La rencontre s'est poursuivie à l'Union locale.

Le militant syndical slovaque a insisté pour dire que les travailleurs produisent des voitures pour avoir un salaire et

non pour faire concurrence aux salariés d'autres usines, ajoutant qu'en Slovaquie la direction de PSA « *tient le même discours que la vôtre, nous menaçant de la concurrence* », et nous apprenant que des grèves avaient eu lieu sur les salaires, grâce auxquelles, entre 2006 et 2008, les salariés de PSA Slovaquie ont pu passer de 350 euros à 950 euros. Alors que les patrons utilisent tous les moyens pour nous diviser et

nous dresser les uns contre les autres, le militant syndical slovaque a terminé son intervention, applaudie par tous, sur la nécessaire unité des travailleurs, tandis que le secrétaire de la CGT d'Aulnay, parlant de la crise financière actuelle que la bourgeoisie voudrait nous faire payer à sa place, évoquait le nécessaire combat commun par-delà les frontières.

Correspondant LO

• Renault Sandouville et Cléon (Seine-Maritime)

Une matinée de blocage...

Après le succès de la manifestation du vendredi 10 octobre au Salon de l'automobile à Paris, près de 400 travailleurs ont bloqué complètement l'accès à l'usine Renault de Sandouville, près du Havre, durant toute la matinée du lundi 13 octobre. Bien qu'il ait été possible de passer à pied, aucun des 2 500 travailleurs de l'usine n'a voulu rejoindre son poste de travail. Celle-ci était

donc complètement paralysée et il était impossible aux camions d'effectuer la livraison des pièces ou le transport des voitures terminées.

En lutte depuis plusieurs semaines, les travailleurs continuent de se battre pour refuser le plan du PDG de Renault, Carlos Ghosn, qui prévoit la suppression de 1 000 emplois sur les 3 700 que compte l'établissement. Ils refusent le choix

de la direction de Renault de les mettre en chômage technique une semaine sur deux et de leur faire perdre ainsi près de 400 euros par mois.

Personne ne croit aux promesses faites récemment par Sarkozy et Ghosn, qui annonçaient la production d'un véhicule utilitaire pour... 2012. Personne ne croit non plus à l'annonce du secrétaire d'État à l'Emploi, Laurent Wauquiez,

d'un contrat de transition professionnelle (CTP) en attendant 2012, qui consisterait en des formations bidons : passage de permis de conduire, formation sur des postes de travail, etc.

Le blocage a été levé en fin de matinée, l'usine ne produisant pas l'après-midi, ce qui ne veut pas dire que les jours qui viennent ne verront pas d'autres actions.

Correspondant LO

Aubry et Fabius n'ont rien à dire aux travailleurs

Lundi 13 octobre, Martine Aubry, maire de Lille, et Laurent Fabius, ancien Premier ministre, se sont rendus sur les sites de Renault Sandouville et de Renault Cléon pour rencontrer le personnel et des syndicalistes.

Dans les deux usines, ils ont parlé avec des accents déterminés de « *pérennité du site pour 2012* », « *d'aide aux entreprises* », de « *formations innovantes* », etc. En fait, ils ont tenu un

discours guère différent de celui que Nicolas Sarkozy avait servi aux travailleurs une semaine plus tôt.

Lorsque des ouvriers les ont interrogés sur la nécessité de l'interdiction des licenciements, du paiement à 100 % du chômage technique imposé par la direction, sur les milliards de profits de Renault qui ne servent qu'à engraisser les actionnaires, sans même approuver ces revendications légitimes des

travailleurs, leur discours a pris des accents larmoyants pour déclarer piteusement que « *seul le gouvernement de droite qui a été élu pourrait peut-être faire quelque chose* »...

Autant dire que, dans l'opposition ou au gouvernement, les dirigeants du Parti Socialiste sont tout aussi impuissants. Certains travailleurs de Renault se souviennent encore de Jospin, Premier ministre, déclarant en juin 1997

qu'il ne pouvait rien faire alors que Renault venait de décider de fermer l'usine de Vilvorde. Et à Cléon certains se rappellent également qu'en 1991, durant une grève sur les salaires, c'est la même Martine Aubry, alors ministre du Travail, qui avait donné l'ordre d'envoyer les CRS pour faire évacuer l'usine.

Correspondant LO

Encore des cadeaux pour les patrons de l'automobile

Lors de sa visite au Mondial de l'automobile, Sarkozy a annoncé un plan de recherche et de soutien de 400 millions d'euros pour les « *véhicules décarbonés* », nouveau terme à la mode pour désigner les véhicules dits « *propres* », électriques ou hybrides.

Alors que les entreprises de l'automobile annoncent des plans de suppression d'emplois massifs (1 090 chez PSA, 6 000 chez Renault dont 4 000 en France, des centaines chez Ford Blanquefort) et que leurs profits restent importants (800 millions d'euros d'ores et

déjà annoncés pour les actionnaires de Renault en 2008), l'État va leur faire un petit cadeau supplémentaire en prenant sur le budget de la recherche. Face à la moue dépitée des dirigeants français de l'automobile devant la modicité de la somme par rapport au plan d'aide voté dans la semaine par le Congrès américain et qui se monte à près de 25 milliards d'euros, Sarkozy s'est expliqué. Il assure qu'il veut leur garantir un marché en expansion grâce au bonus écologique qui sera maintenu dans ses seuils actuels, ce qui a

déjà coûté à la collectivité 250 millions en 2008. Ce bonus passera à 5 000 euros pour les véhicules les moins polluants, prime qui sera étendue aux véhicules utilitaires.

Sarkozy a aussi promis, confirmant au passage sa volonté de supprimer la taxe professionnelle, d'assouplir les règles européennes en matière d'aides d'État, afin de faciliter des prêts à taux réduits aux constructeurs. Et, cerise sur le gâteau, le président de la République a expliqué que, pour financer le gigantesque coût d'équipement du réseau de

bornes de rechargement pour les véhicules électriques, il prévoyait des investissements répartis « *entre les particuliers, les collectivités, les distributeurs d'électricité, les gestionnaires d'espace public*... ». Cela réjouira les patrons de PSA et de Renault, qui ont déjà à l'étude des voitures électriques.

Sans bourse délier, les actionnaires de l'industrie automobile n'auront plus qu'à empocher les bénéfices. Et dire qu'ils clament qu'ils payent trop de charges !

Gilles BOTI

Des DRH inquiets

Certains serviteurs du patronat sont inquiets. Pas seulement à cause de la récession actuelle, mais aussi d'une possible explosion de colère des travailleurs.

C'est ce qui ressort d'une étude menée par l'association Entreprise et Personnel, un groupe de réflexion regroupant cent cinquante directeurs des ressources humaines et qui publie chaque année une « *note de conjoncture* ». L'an dernier, ce document pointait les dangers qui planaient sur l'économie et s'intitulait « *La porte étroite* ». La porte a été en effet tellement étroite que les patrons l'ont ratée. Quant à la note de cette année, elle s'appelle « *La déchirure* ». Selon ces sous-fifres du patronat, « *toutes les composantes d'une crise sociale* » sont réunies : « *Appauvrissement de nombreux Français, montée sensible du chômage, difficulté des ménages modestes* », crise financière qui a « *déchiré le voile des illusions* », sans compter « *une faible adhésion au pouvoir* » – une façon élégante de dire que le nom de Sarkozy est rarement prononcé dans le monde du travail sans être accompagné de divers qualificatifs injurieux.

L'association craint donc une « *montée et un durcissement de la conflictualité* » et énumère tout ce qui pourrait servir de détonateur : « *durcissement des politiques d'indemnisation du chômage ou de l'assurance-maladie, multiplication des plans sociaux*... »

La seule chose qui soit en mesure de consoler ces DRH est l'absence d'une politique syndicale pouvant permettre d'unifier les luttes – « *une unité d'action à même de canaliser un mécontentement général est peu probable* ». C'est un coup de chapeau à la politique d'émiettement menée par toutes les centrales syndicales et au peu d'énergie – c'est le moins que l'on puisse dire – qu'elles consacrent à tenter d'organiser la riposte du monde du travail.

Mais si le monde patronal craint une réaction de la classe ouvrière, il la mérite mille fois.

Pierre VANDRILLE

Ne pas oublier le massacre du 17 octobre 1961

Comme tous les ans depuis 1991, un rassemblement est organisé par plusieurs associations, dont le MRAP, la Ligue des Droits de l'Homme, et des partis dont le PCF, la LCR et Lutte Ouvrière, le 17 octobre, à 18 h 30 au pont Saint-Michel à Paris, là où tant d'Algériens furent jetés à la Seine par la police française, il y a 47 ans.

Le 17 octobre 1961 en effet, la police parisienne, sous les ordres du préfet de police Maurice Papon, réprima une manifestation appelée par le Front de Libération Nationale (FLN) algérien. À Paris, ce jour-là, près de 40 000 Algériens, venus en famille de toute la région parisienne, manifestèrent, bravant le couvre-feu décrété onze jours auparavant. Plus de 10 000 manifestants furent arrêtés avec brutalité et des centaines d'autres furent assassinés, leurs cadavres jetés dans la Seine.

Pendant des années ce massacre fut passé sous silence ; le bilan officiel resta longtemps de deux morts seulement. Il fallut attendre quarante ans pour qu'une plaque commémorative soit apposée face au pont Saint-Michel, grâce au combat d'associations ou d'historiens comme Jean-Luc Einaudi pour que ce crime ne soit pas oublié.

Mais si on peut lire désormais qu'à cet endroit, il y a 40 ans, des Algériens furent assassinés, il n'est toujours pas écrit par qui ils le furent. Or ces crimes furent commis par des fonctionnaires de police agissant sous les ordres de leur chef Maurice Papon ; la responsabilité de l'État dans ce crime est par conséquent entière. Et quarante-sept ans après, on est encore loin d'une reconnaissance officielle du crime par l'État français, reconnaissance réclamée par tous ceux qui ont contribué à faire sortir le 17 octobre 1961 de l'oubli.

Cette commémoration du massacre d'octobre 1961 permet en tout cas de rappeler à tous que le gouvernement de la République française a pu se comporter comme une dictature... et qu'il le pourrait encore.

Aline RETESSE

**Rassemblement
vendredi 17 octobre
à 18 h 30
au pont Saint-Michel
à Paris**

Contre la dégradation de l'école, manifestons le 19 octobre

Dimanche 19 octobre, les syndicats de l'Éducation nationale et les associations de parents d'élèves appellent à une manifestation nationale à Paris, à 13 heures, de la place d'Italie à la Bastille, pour défendre l'école et protester contre les suppressions de postes et les restrictions de crédits.

Après les 11 200 suppressions de postes en 2008, le ministère en a programmé 13 500 pour la rentrée 2009. Il prétend le faire, bien sûr, au nom de la pédagogie moderne, pour le bien des élèves et en raison de la baisse de la démographie !

Dans les écoles, quand on décide de diminuer la scolarisation en maternelle des enfants de deux à trois ans, quand on supprime les Réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté – les Rased qui se chargent de 150 000 enfants – ce serait pour leur bien !

Dans les lycées, quand la

réforme de Darcos se veut « une aide à la réussite » avec un accompagnement « individualisé », mais que l'effectif dans bien des classes va jusqu'à 35 ou 38 élèves et qu'on supprime les options les unes après les autres parce que cela coûte trop cher, ce serait toujours pour leur bien !

Quant à la baisse de la population scolaire, qui justifierait selon le gouvernement 2 000 des 5 500 suppressions de postes prévues pour 2009 dans le second degré, elle est contredite en collège, où les effectifs remontent déjà, et par des prévisions qui annoncent encore plus d'élèves à partir de 2010 et 2011 dans les lycées ! Comme on voit, la politique gouvernementale est à très courte vue !

En réalité, le seul critère du gouvernement est budgétaire : il faut faire des économies sur le dos des enseignants : ils sont de plus en plus nombreux à travailler sur plusieurs établissements, à être fermement « invités » à faire des heures supplé-

• Projet de loi pour le logement...

Ou comment aggraver encore la situation

Mardi 14 octobre, Christine Boutin, ministre du Logement, présentait un nouveau projet de loi au Sénat, projet intitulé sans vergogne « de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ».

En fait, ce projet contient une série de mesures qui, si elles étaient appliquées, aggraveraient la situation des foyers modestes qui ont un logement à peu près correct, sans rien résoudre pour ceux qui n'en ont pas. Car ce projet dresse des obstacles supplémentaires devant ceux qui ont besoin de se loger.

En particulier, il est prévu une réforme du 1 % logement. Il s'agit là d'un fonds destiné en principe à construire des logements sociaux, alimenté par les entreprises et géré par le patronat et les syndicats. Le projet de loi prévoit un renforcement du rôle de l'État dans sa gestion, au moment même où ce dernier s'apprête à puiser dans ce fonds. Le prélèvement serait, nous dit-on, destiné à la réhabilitation des cités et des logements de centres-ville... mais les prêts qui peuvent être accordés aux salariés sur ce fonds du 1 % logement seraient réduits d'autant.

Le projet de loi aboutirait

aussi à mettre un frein à la construction de logements sociaux dans les 730 communes urbaines qui n'atteignent toujours pas le seuil des 20 % de logements sociaux. Boutin voudrait en effet diluer cette obligation en incluant dans ce pourcentage des programmes immobiliers en accession à la propriété. En 2006, une disposition analogue avait finalement été rejetée par le Sénat, mais cela n'empêche pas Boutin de revenir à la charge.

Au lieu de satisfaire les besoins de logement, la ministre a également décidé d'accroître la « mobilité », selon son expression, dans le parc HLM. Cela consiste surtout à montrer du doigt ceux qui vivent en HLM ou cherchent à y habiter alors qu'ils gagnent un peu mieux leur vie que d'autres. Le projet confirme ainsi un décret publié l'été dernier, qui augmente les surloyers à partir de janvier prochain et les généralise à l'ensemble des organismes de HLM. Le projet de loi Boutin prévoit également un abaissement de 10 % du plafond des ressources qui autorise à faire une demande de logement en HLM. De nombreuses demandes deviendraient ainsi irrecevables et devraient se reporter sur des logements privés, même



mentaires et à remplacer leurs collègues absents. Darcos prévoit d'ailleurs, pour 2009, la suppression de plus de 3 000 postes destinés aux remplacements. Tant pis pour les élèves !

Il faut faire des économies sur tous les personnels de l'éducation : médecins, infirmiers, conseillers d'orientation déjà trop rares, psychologues scolaires quasi inexistantes.

Quant aux élèves, paraît-il placés au centre du système scolaire, ce sont eux qui paieront les pots cassés, en particulier les enfants de familles modestes auxquels l'école sera de moins en moins capable d'apporter

une aide que leur famille ne peut leur fournir.

Le gouvernement sait trouver quelques centaines de milliards d'euros pour renflouer les banques qui flancheraient et sauver les spéculateurs, mais rogne sur le budget d'un des services publics essentiels. Il y a décidément toutes les raisons de manifester !

Sylvie MARÉCHAL

Avertissement

Depuis peu, une revue, des tracts, des publications diverses, voire des courriers sont signés « *la fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière* » mais il s'agit d'un abus de confiance, voire d'une escroquerie envers leurs lecteurs ou leurs correspondants.

Ceux qui éditent ces diverses publications ont été exclus de Lutte Ouvrière et cela n'en fait pas une fraction indépendante de LO ni même un groupe politique défini.

Il existait bien une fraction au sein de Lutte Ouvrière, mais cette fraction a été dissoute et Lutte Ouvrière n'a plus aucun lien ni politique ni matériel ni organisationnel avec ceux qui la composaient.

Nous ne pouvons pas les empêcher de signer comme ils le font et nous ne les traînerons pas en justice car cela ne nous gêne absolument pas, mais nous tenons à préciser que c'est un mensonge envers leurs lecteurs.

Le fait qu'ils se cachent derrière notre étiquette montre surtout qu'ils ne se sentent même pas d'avoir une identité politique propre et qu'ils ont besoin de se couvrir de la nôtre. En fait cela pourrait nous flatter, vu tout le mal qu'ils disent de nous.

En tout cas, avoir besoin de mettre un masque est un mauvais début dans la vie politique.

Jean SANDAY